



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Attaque d'un fourgon pénitentiaire dans l'Eure

Question au Gouvernement n° 1850

Texte de la question

ATTAQUE D'UN FOURGON PÉNITENTIAIRE DANS L'EURE

Mme la présidente . La parole est à Mme Caroline Abadie.

Mme Caroline Abadie . Hier, un commando doté d'armes de guerre a abattu deux surveillants de l'administration pénitentiaire et en a grièvement blessé trois autres.

M. Patrick Hetzel . C'est terrifiant !

Mme Caroline Abadie . Ce plan macabre et froid visait à profiter d'une extraction pour faire s'évader un détenu qui revenait du tribunal.

Ces assassinats d'une violence inédite ont choqué notre pays et l'ont plongé dans une grande tristesse. Nos pensées vont aux familles et aux 43 000 collègues des victimes, qui agissent à l'ombre des murs de nos prisons pour assurer la sécurité de la nation – leur travail a une valeur inestimable. (*Mmes et MM. les députés se lèvent et applaudissent.*) Aujourd'hui, ils se mobilisent nationalement pour exprimer leur solidarité, ce que nous ne pouvons que comprendre.

Les deux agents décédés laissent derrière eux des familles endeuillées et des orphelins dans une grande détresse. Notre sympathie leur est acquise ; la dette de la nation à leur égard est immense.

L'extraction de Mohamed Amra a mobilisé cinq agents et deux véhicules. De niveau trois sur les quatre échelons de la sécurité des escortes, elle était proportionnée au profil du détenu, qui n'était pas un détenu particulièrement signalé (DPS). L'année dernière, l'administration pénitentiaire a procédé à 130 000 extractions ; celle d'hier n'aurait pas dû se terminer ainsi.

Loin des profiteurs qui instrumentalisent déjà ce drame d'une violence inédite, le président de la commission des lois, Sacha Houlié, proposera demain le lancement d'une mission flash consacrée aux transfèrements et aux extractions pénitentiaires. Hier, la violence a franchi un seuil, et il faut adapter ces moments de grande vulnérabilité que sont les extractions à ce nouvel état de fait.

M. Patrick Hetzel . C'est indispensable !

M. Jean-Paul Lecoq . On ne s'intéresse à ces problèmes que quand il y a des morts !

Mme Caroline Abadie . Outre la question de la surpopulation carcérale, dont nous sommes conscients, il s'agit de mettre à l'ordre du jour de nos réflexions le sujet des extractions et de la protection des personnels.

Vous avez lancé une traque sans merci pour retrouver le fuyard et ses complices : que pouvez-vous dire à la représentation nationale sur ces vingt-quatre heures de recherches ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Une députée du groupe SOC . Regardez BFM !

Mme la présidente . La parole est à M. le Premier ministre.

M. Gabriel Attal, Premier ministre . L'attaque qui a eu lieu hier dans l'Eure est une déchirure : une déchirure pour les familles et les proches des deux agents sauvagement assassinés et des trois agents grièvement blessés ; une déchirure pour l'ensemble des agents de l'administration pénitentiaire, qui pleurent leurs collègues et se sont réveillés ce matin inquiets. Je me mets à leur place : aujourd'hui, ils se disent tous que cela aurait pu leur arriver à eux.

C'est aussi une déchirure pour la République. C'est bien elle qui était visée, c'est notre ordre républicain qui a été pris pour cible, ce sont nos lois que les auteurs de cette attaque pensent pouvoir bafouer impunément. Mais on ne s'en prend pas à la République impunément ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR. – Mme Émilie Bonnavard applaudit également.*) Non, on ne bafoue pas les lois de la République, on ne tue pas impunément !

Des moyens massifs ont été déployés pour retrouver les auteurs de cette attaque ignoble. Le plan Épervier a été déclenché ; plus de 450 policiers et gendarmes sont mobilisés. Je ne peux évidemment vous en dire davantage ici, mais l'enquête progresse. Je le dis aux auteurs : nous vous traquons, nous vous retrouverons, et nous vous punirons. Ils paieront, oui ils paieront, pour ce qu'ils ont fait ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, LR, Dem et HOR.*)

M. Patrick Hetzel . Très bien !

M. Gabriel Attal, Premier ministre . Nous serons au rendez-vous.

Je pense aux familles, au côté desquelles nous nous tiendrons. L'administration pénitentiaire, choquée, est aussi en deuil. Hier, déjà, le ministre de la justice s'est rendu à Caen pour échanger avec les collègues des victimes. En ce moment même, il reçoit l'intersyndicale autour des enjeux de la sécurité de l'administration pénitentiaire. Nous avancerons avec les syndicats en identifiant tous les moyens de renforcer la sécurité des agents et le soutien que nous pouvons leur apporter. Nous le leur devons, nous le devons à la République, nous le devons à notre pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LR. – Mme Martine Froger applaudit également.*)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Abadie](#)

Circonscription : Isère (8^e circonscription) - Renaissance

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1850

Rubrique : Crimes, délits et contraventions

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 mai 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 mai 2024